

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

Distr. générale
4 novembre 2002
Français
Original: anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 3^e séance**Tenue au Siège, à New York, le mardi 1^{er} octobre 2002, à 15 heures*Président :* M. Maitland (Afrique du Sud)**Sommaire**

Demandes d'audition

Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite*)*Point 80 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (*suite*)*Point 81 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (*suite*)*Point 82 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (*suite*)*Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (*suite*)*Point 83 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (*suite*)*

* Points que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 10.

Demandes d'audition

1. **Le Président** attire l'attention sur deux communications contenant des demandes d'audition soumises au titre du point 19 de l'ordre du jour, relatives à Gibraltar (A/C.4/57/2) et au Sahara occidental (A/C.4/57/3 et Add.1 à 16). Il considère que la Commission entend faire droit à ces demandes.

2. *Il en est ainsi décidé.*

Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite*) (A/57/23 (Part II), chapitres VI, IX à XI, A/57/23 (Part II/Add.1), A/57/23 (Part III), chapitres XIII (D à F, H), A/57/206, Aide-mémoire 1/02, A/AC.109/2002/CRP.2)

Point 80 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (*suite*) (A/57/23 (Part II), chapitre VIII, A/57/23 (Part III), chapitre XIII A), A/57/74)

Point 81 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (*suite*) [A/57/23 (Part II), chapitre V, A/57/23 (Part III), chapitre XIII B)]

Point 82 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (*suite*) (A/57/23 (Part II), chapitre VII, A/57/23 (Part III), chapitre XIII C), A/57/73, A/C.4/57/CRP.1)

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (*suite*) (A/57/3)

Point 83 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (*suite*) (A/57/90 et A/57/90/Add.1)

3. **M^{me} Falzarano** (Royaume-Uni) dit que le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, est heureux d'annoncer que de nouveaux progrès ont été réalisés dans la modernisation et le développement des relations entre le Royaume-Uni et ses Territoires d'outre-mer. La quatrième réunion annuelle du Conseil consultatif des Territoires d'outre-

mer s'est tenue à Londres en septembre 2002, et a constitué une tribune pour un dialogue politique structuré entre les ministres principaux démocratiquement élus et les ministres de son gouvernement au sujet des relations, fondées sur le partenariat, entre le Royaume-Uni et ses Territoires.

4. Ce partenariat a continué à évoluer : le 26 février 2002, la loi relative aux Territoires d'outre-mer britanniques a été adoptée et elle devait entrer en vigueur le 21 mai 2002, octroyant aux citoyens des Territoires la citoyenneté britannique; elle a modifié officiellement la nomenclature de « Territoires dépendants » à « Territoires d'outre-mer » afin de refléter d'une manière plus précise la nature de ces relations. En outre, des examens constitutionnels étaient en cours dans pratiquement tous les Territoires, et ce pour la première fois avec la participation de commissions d'examen désignées localement, en vue de doter chaque Territoire d'une constitution moderne favorable à son développement à long terme et qui tienne compte de sa situation spécifique. Certains examens sont pratiquement achevés, d'autres ont bien avancé et l'île de l'Ascension, par exemple, aura élu un conseil de l'île d'ici à la fin de 2002.

5. Des travaux sont en cours afin d'appliquer les principes directeurs de la Charte de l'environnement pour les Territoires d'outre-mer, adoptée en septembre 2001. Des projets pilotes ont été approuvés pour deux Territoires et ils feront l'objet d'un suivi attentif en vue de leur application dans d'autres Territoires. Les accords multilatéraux relatifs à l'environnement seront étendus aux Territoires et la législation nationale sera renforcée. Les projets ont été exécutés afin de traiter de domaines essentiels tels que la restauration des habitats, les enquêtes sur les ressources biologiques, la réaction face aux espèces envahissantes et le renforcement des capacités des institutions de la société civile. Le Gouvernement du Royaume-Uni aidera également les Territoires à avoir accès à l'assistance régionale et bilatérale de la Commission européenne dans le cadre de la décision sur l'association avec les Territoires d'outre-mer de novembre 2001.

6. Les souhaits des peuples des Territoires, exprimés conformément à la Charte des Nations Unies et à d'autres traités internationaux, sont extrêmement importants. Les relations entre le Gouvernement du Royaume-Uni et ses Territoires sont fondées sur des principes fondamentaux tels que l'autodétermination,

les obligations mutuelles, la liberté des Territoires de gérer leurs propres affaires dans la plus grande mesure possible, et le ferme engagement du Gouvernement britannique d'aider les Territoires économiquement et pendant les situations d'urgence.

7. Le Gouvernement du Royaume-Uni et la Commission ont une approche fondamentalement commune et elle regrette donc que les résolutions pertinentes, en particulier celles du Comité spécial de la décolonisation, ne reflètent pas toujours cette approche commune. Dans la résolution générale annuelle, il est rappelé qu'il n'y a pas d'autre solution que le principe d'autodétermination et il est regrettable que le Comité spécial continue à appliquer ce principe d'une manière sélective. Le Gouvernement du Royaume-Uni a la ferme intention de continuer à collaborer avec le Comité spécial, comme cela a été démontré par la présence d'un représentant de ce gouvernement au séminaire régional du Comité spécial tenu aux Fidji en 2002.

8. **M. Baali** (Algérie) souligne le rôle crucial que l'Organisation des Nations Unies a joué dans l'émancipation des peuples. Plus de 80 nations, y compris l'Algérie, sont parvenues à l'indépendance, le cas le plus récent étant celui du Timor-Leste, qui constitue un exemple pour les peuples qui vivent encore sous le joug du colonialisme. Seize autres territoires doivent encore exercer avec succès leur droit à l'autodétermination, y compris le dernier territoire en Afrique qui est toujours sous occupation étrangère et dont l'évolution vers l'autodétermination a été interrompue par une invasion et une occupation en 1975. Le peuple du Sahara occidental a été frustré dans son désir d'exercer son droit à l'autodétermination, malgré l'existence du Plan de règlement négocié par l'Organisation des Nations Unies, le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO, dont la validité a été soulignée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1429 (2002).

9. Malgré les obstacles et les retards, en février 2000, une liste provisoire des 86 386 Sahraouis identifiés comme remplissant les conditions voulues pour prendre part au référendum sur l'autodétermination a été publiée. Malheureusement, quelque 139 000 appels ont été déposés au sujet de ces noms, malgré l'accord négocié par l'Organisation des Nations Unies, le Front POLISARIO et le Royaume du Maroc qui stipule que seuls les appels contenant de nouvelles informations doivent être admis. Ces appels

ont eu pour effet de paralyser la Commission d'identification, et le Secrétariat de l'ONU, au lieu d'appliquer l'accord relatif aux appels, n'a pas agi, ce qui a permis des tentatives d'imposer une prétendue troisième voie ou solution de remplacement qui implique une pseudo-autonomie sous la souveraineté du Maroc, selon laquelle tous les résidents du territoire, y compris les 300 000 colons marocains, décideraient du statut final du territoire; cela entraînerait inévitablement l'annexion du Sahara occidental par le Royaume du Maroc.

10. Le Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies a informé le Conseil de sécurité en janvier 2002 que le Sahara occidental est un territoire non autonome, dont le Maroc n'est pas la Puissance administrante et sur lequel il n'a aucune autorité. Heureusement, la communauté internationale et le Conseil de sécurité se sont opposés à l'annexion par le Maroc, ayant défendu la validité du plan de règlement initial.

11. La délégation algérienne a toujours appuyé les efforts déployés par les peuples coloniaux pour exercer leur droit à l'autodétermination, et elle réitère donc son ferme engagement envers l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, qui seule pourrait mettre fin au conflit entre le Maroc et le Front POLISARIO. La délégation algérienne continue d'appuyer les efforts consentis à cette fin par le Secrétaire général et son Envoyé personnel et elle demande à la Commission d'appuyer le peuple du Sahara occidental tout comme elle a appuyé d'autres peuples coloniaux et réitère son engagement envers le plan de règlement, qui est le seul cadre accepté par les parties et la communauté internationale.

12. **M. McIvor** (Nouvelle-Zélande), prenant la parole au sujet de la situation aux Tokélaou, îles pour lesquelles la Nouvelle-Zélande est la Puissance administrante, note que les Tokélaou sont devenues membre à part entière de l'Organisme des pêches du Forum des îles du Pacifique et qu'en novembre 2001, la Commission pour l'emploi des Tokélaou est devenue opérationnelle et des progrès satisfaisants ont été réalisés dans l'élaboration d'un nouveau programme de travail pour les Tokélaou en application de la résolution 55/147 de l'Assemblée générale. Le séminaire régional organisé aux Fidji en 2002 par le Comité spécial de la décolonisation a également fourni une occasion utile pour procéder à un examen plus

large des questions relatives à l'autodétermination des Tokélaou.

13. L'Ulu-o-Tokelau et l'Administrateur des Tokélaou ont assisté à cette réunion, au cours de laquelle l'Administrateur a noté que son gouvernement avait l'intention de mettre en place un cadre de relations avec les Tokélaou reconfirmant les engagements mutuels des parties et clarifiant les attentes grâce à un processus de collaboration pendant lequel les Tokélaou auraient accès à des conseils indépendants. Un avant-projet du document relatif au cadre appelé la « Déclaration conjointe sur les principes du partenariat entre la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou » a été présenté au Conseil des Faipule à Apia au cours de la même semaine et fera l'objet de consultations entre la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou en novembre 2002. Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement néo-zélandais a continué à appuyer le projet relatif à la Maison moderne des Tokélaou, un partenariat qui vise à promouvoir la bonne gestion des affaires publiques, le renforcement des capacités et le développement durable sur la voie de l'autodétermination.

14. Il se félicite de la visite effectuée par le Comité spécial de la décolonisation aux Tokélaou et en Nouvelle-Zélande en août 2002. Le rapport de cette Mission (A/AC.109/2002/CRP.2) décrit les difficultés auxquelles les Tokélaou doivent faire face, tient compte des vues de la population et explique aux habitants des Tokélaou que l'autodétermination comprend une série d'options qui n'impliquent pas nécessairement la rupture des liens avec la Nouvelle-Zélande. La Mission a recommandé qu'une étude soit réalisée sur les trois options de décolonisation et que les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande envisagent d'élaborer un programme éducatif pour informer la population au sujet du processus d'autodétermination.

15. Il se félicite de ces recommandations et rappelle qu'en 1986, son gouvernement a décrit les trois options de décolonisation, qui ont été traduites en tokélaouan dans un document expliquant les principes de base sur lesquels repose chaque option; une explication plus détaillée sera fournie lorsque le projet relatif à la Maison moderne des Tokélaou sera pleinement opérationnel et que le nouveau cadre de relations entre les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande sera mis en place. Ces deux mesures établissent, respectivement, les structures internes de prise de décisions et des activités de liaison plus claires entre la Nouvelle-Zélande et les

Tokélaou. Le premier document indiquera le niveau d'autonomie auquel l'administration des Tokélaou pourra fonctionner effectivement et le deuxième mettra en place un partenariat plus structuré pour traiter des arrangements constitutionnels et de la décolonisation.

16. Le Gouvernement néo-zélandais, en maintenant son approche fondée sur le partenariat, a l'intention de collaborer étroitement avec les Tokélaou pour mettre au point les détails des trois options. La contribution de conseillers indépendants, y compris les recommandations de la Mission du Comité spécial et l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'effectuer l'étude sur les trois options, sera la bienvenue. Cette étude devrait tenir compte des entretiens initiaux entre la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou au sujet de la nature des options de décolonisation et être intégrée au processus existant de consultations entre la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou afin d'assurer que ses conclusions soient fondées sur des idées qui sont pertinentes et significatives à la fois pour les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande et apportent une contribution constructive au processus.

17. Toutefois, le Gouvernement néo-zélandais est d'avis qu'il est prématuré à ce stade du processus de décolonisation d'appliquer la deuxième recommandation de la Mission concernant l'élaboration de matériaux éducatifs sur les options de décolonisation. Il maintient néanmoins ses engagements envers l'éducation des Tokélaouans au sujet de leurs options, ce qui est explicitement reconnu dans le projet de document relatif au cadre de relations, et envers la poursuite d'une coopération étroite avec le Comité spécial.

18. **M^{me} Castro Goytia** (Bolivie) dit qu'en tant que membre du Comité spécial de la décolonisation, la Bolivie a participé à la mission chargée d'évaluer la situation dans le territoire non autonome des Tokélaou. Cette visite a donné à sa délégation une meilleure compréhension des aspirations du peuple tokélaouan, et lui a également permis d'observer que les Tokélaouans manquent d'informations appropriées sur les conséquences des trois options pour l'autodétermination : l'indépendance, l'intégration ou la libre association. Par conséquent, sa délégation appuie la recommandation de la Commission selon laquelle une étude détaillée devrait être effectuée à l'intention des Tokélaouans sur la signification et la portée des différentes options. Il souligne également

l'importance de ces missions de visite pour obtenir des informations de première main sur les conditions réelles dans les territoires non autonomes.

19. La Nouvelle-Zélande devrait être félicitée de son excellente collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et les Tokélaou, et les autres Puissances administrantes devraient suivre son exemple afin d'appliquer les mandats définis dans le plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

20. En ce qui concerne le différend relatif à la souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud, la Bolivie réitère le contenu des Déclarations sur les îles Malvinas adoptées en 1996 et en 1999 lors des réunions des Présidents des États membres du MERCOSUR et de la Bolivie et du Chili. Elle espère que les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni reprendront les négociations afin de trouver une solution pacifique, juste et durable.

21. Dans le cas du Sahara occidental, la validité du Plan de règlement devrait être soulignée, ainsi que les travaux du Secrétaire général et de son Envoyé personnel afin de trouver une solution juste, durable et mutuellement acceptable prévoyant l'autodétermination du peuple sahraoui.

22. En dernier lieu, la délégation bolivienne souhaite mettre en évidence le succès du processus d'indépendance au Timor-Leste ainsi que le séminaire régional pour le Pacifique, tenu aux Fidji en mai 2002 dans le cadre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

23. **M. Nambiar** (Inde) dit que le colonialisme est contraire aux principes de la démocratie, de la liberté, de la dignité, du progrès et des droits de l'homme. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée en 1945, près d'un tiers de la population mondiale, soit 750 millions de personnes, vivaient dans des territoires non autonomes; actuellement, leur nombre est tombé à moins de 2 millions.

24. À la suite de l'indépendance du Timor-Leste, il reste 16 territoires non autonomes sur la liste du Comité spécial. L'Assemblée générale a proclamé la période 2001-2010 la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, ce qui devrait donner un nouvel élan aux efforts du Comité spécial. Le droit des peuples des territoires non

autonomes de choisir le type de système politique qu'ils souhaitent a une extrême importance, et le rôle du Comité spécial est de déterminer les aspirations politiques spécifiques du peuple de chaque territoire non autonome. Les Puissances administrantes ont un rôle vital à jouer, et il est difficile d'exagérer l'importance de leur participation aux travaux du Comité spécial. Elles devraient aborder cette tâche dans un esprit de coopération, de compréhension, de réalisme politique et de flexibilité. Dans ce contexte, la mission effectuée récemment aux Tokélaou, qui a bénéficié de l'entière coopération du Gouvernement néo-zélandais, a été exemplaire.

25. La délégation indienne espère que ce genre d'interaction sera maintenu et renforcé et que des progrès durables seront réalisés dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans chaque territoire au cours de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. L'héritage colonial de l'Inde a contribué à l'établissement d'une vaste solidarité entre l'Inde et d'autres peuples et nations autrefois colonisés, et l'Inde réaffirme son engagement en vue d'assurer que le colonialisme soit éliminé une fois pour toutes.

26. **M. Lewis** (Antigua-et-Barbuda), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que la CARICOM joue un rôle actif afin d'encourager le développement socioéconomique, politique et constitutionnel futur des sept petits territoires insulaires non autonomes qui existent encore dans les Caraïbes : Anguilla, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmanes, Montserrat, les îles Turques et Caïques et les îles Vierges américaines, étant donné que cela exerce une influence directe sur le processus en cours d'intégration régionale dans les Caraïbes.

27. Les gouvernements élus de la plupart de ces territoires sont des membres associés de la CARICOM, et plusieurs de ces territoires sont également des membres actifs des institutions associées. Lors des périodes difficiles, les États de la CARICOM se sont aidés mutuellement, d'une manière rapide, et ont ainsi fourni récemment un appui à Montserrat pour ses efforts de redressement à la suite des éruptions volcaniques dévastatrices. Dans le cadre du système des Nations Unies, la CARICOM a mis en place un mécanisme pour la représentation des territoires non autonomes des Caraïbes qui sont membres associés de

la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en tant qu'observateurs officiels lors des différentes conférences mondiales des Nations Unies dans les domaines social et économique. Elle continue à appuyer le statut d'observateur de ces territoires dans le processus international, ainsi que l'établissement d'un rôle similaire au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, de sorte que les représentants des gouvernements élus puissent présenter leurs vues sur les questions touchant leur développement politique et économique.

28. La Communauté a félicité le Comité spécial de la décolonisation de ses activités visant à promouvoir le processus de décolonisation de plusieurs petits territoires insulaires mentionnés dans son ordre du jour en favorisant un dialogue avec leurs représentants et avec les Puissances administrantes. Le Comité spécial doit s'efforcer d'obtenir des résultats concrets. Bien que le Comité spécial doive être félicité pour avoir adopté des recommandations spécifiques concernant la décolonisation des petits territoires insulaires, l'application de ces recommandations par certaines Puissances administrantes et par le système des Nations Unies lui-même reste malheureusement insuffisante. Les analyses des conditions existantes dans chaque territoire, qui auraient dû être effectuées dans le cadre du Plan d'action de la première Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, n'ont même pas été entamées plusieurs années après le début de la deuxième Décennie internationale, et il n'y a aucun engagement concernant la réalisation de ce travail. Des résolutions adoptées depuis longtemps préconisant des programmes d'éducation politique dans les territoires afin d'encourager une prise de conscience des options politiques disponibles n'ont pas été prises en considération et, dans de trop nombreux cas, le principe du droit inaliénable des peuples des territoires de contrôler leurs ressources naturelles continue à ne pas être respecté. Ceux qui ont obtenu l'autonomie ont connu un succès principalement à cause du respect indéfectible des paramètres de l'autodétermination figurant dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, qui a défini les trois options politiques pour l'indépendance. La communauté internationale ne devrait pas abandonner son engagement envers ces principes au nom de ses intérêts, en légitimant les situations actuelles de dépendance.

29. La Communauté demande la pleine application des résolutions relatives à la décolonisation et du Plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. La question de la décolonisation est devenue plus complexe et exige des solutions novatrices. Toutefois, il est clair qu'elle est liée à la recherche du développement politique et à l'autodétermination par les habitants des territoires. L'Organisation des Nations Unies a l'obligation d'aider les territoires à parvenir à l'autonomie dans l'égalité politique absolue.

30. La question du Sahara occidental a été inscrite à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies depuis les années 60 et concerne le droit à l'autodétermination, l'un des principes fondamentaux de l'Organisation. Tant que le conflit se poursuit, la sécurité d'une grande partie du Maghreb restera menacée. Les délégations de la CARICOM maintiennent leur plein appui au Plan de règlement de l'Organisation des Nations Unies et exhortent les deux parties à entamer des négociations afin de convenir des mécanismes pour l'organisation d'un référendum libre et juste.

31. **M^{me} Perez-Contreras** (Venezuela) associe sa délégation à la déclaration faite par le représentant du Costa Rica au nom du Groupe de Rio et réaffirme l'espoir que le processus de décolonisation que l'Organisation des Nations Unies a promu depuis plus de 40 ans s'achèvera bientôt d'une manière satisfaisante.

32. En tant que membre du Comité spécial de la décolonisation, le Venezuela est particulièrement heureux d'accueillir l'État libre et souverain du Timor-Leste au sein de la communauté internationale; son indépendance représente un point fort dans l'histoire des tentatives de l'Organisation des Nations Unies visant à assurer l'exercice du droit à l'autodétermination par tous les peuples. L'admission du Timor-Leste et de la Suisse en tant que Membres à part entière de l'Organisation des Nations Unies renforce le principe de l'universalité qui a toujours caractérisé l'Organisation.

33. Le Comité spécial va examiner les conditions générales dans les derniers territoires non autonomes. C'est une occasion appropriée pour essayer d'élaborer une stratégie lui permettant de surmonter les obstacles qui ont entravé la pleine application des résolutions relatives à la décolonisation. La présence au cours de

ces débats de représentants des gouvernements et de pétitionnaires de ces territoires, ainsi que de différentes organisations spécialisées, constituera une source d'informations de première main qui aidera le Comité à prendre des décisions.

34. Dans la pratique, le processus de décolonisation s'est révélé être très complexe; les travaux du Comité spécial de la décolonisation n'aboutiront à un succès que s'il peut compter sur la collaboration des principaux acteurs dans les cas en suspens, et de la communauté internationale dans son ensemble. À cet égard, les Puissances administrantes ont une responsabilité particulière, étant donné qu'il est essentiel qu'elles coopèrent avec le Comité lorsqu'il examine la situation de leurs territoires respectifs. Elle demande à celles qui ne l'ont pas encore fait de collaborer avec les missions, les séminaires régionaux et les autres activités prévues par le Comité.

35. Les résultats positifs de la mission de visite la plus récente, effectuée aux Tokélaou, devraient donner lieu à l'avenir à des missions de visite dans d'autres territoires. Cette visite a permis d'obtenir des informations détaillées sur la situation générale aux Tokélaou et sur les relations avec la Puissance administrante, et a renforcé la conviction que seules la coopération et la coordination avec les parties prenantes au processus permettront d'obtenir des solutions durables.

36. En ce qui concerne les derniers territoires non autonomes, le Venezuela souhaite réitérer son appui aux revendications de l'Argentine concernant la souveraineté sur les îles Malvinas et il exhorte les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni à reprendre les pourparlers afin de trouver une solution juste et durable au différend. Dans le cas du Sahara occidental, un référendum devrait avoir lieu dans l'avenir immédiat conformément aux dispositions du Plan de règlement de 1991. Le peuple sahraoui devrait pouvoir exercer librement son droit de déterminer son propre avenir puisque, dans le processus de décolonisation, il n'y a pas d'autre solution que le principe de l'autodétermination. Les parties devraient coopérer avec le Secrétaire général et son Envoyé personnel afin de mettre en œuvre les différentes mesures décrites dans le Plan de règlement pour trouver une solution pacifique, juste et durable; toute autre évolution pourrait être interprétée comme un échec de l'Organisation des Nations Unies.

37. **M. Ovia** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que sa délégation se joint à d'autres pour accueillir le Timor-Leste en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies. Tous les États Membres, et en particulier ceux qui sont membres du Comité spécial de la décolonisation, sont particulièrement fiers de cet événement: pendant de nombreuses années, des représentants du Timor oriental ont comparu devant le Comité, ainsi que devant la Quatrième Commission, en tant que pétitionnaires et pour faire connaître leurs vues. La lutte a été longue et résolue, et elle a été largement récompensée. Il convient de rendre hommage à toutes les parties, notamment le Secrétaire général, le Conseil de sécurité, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), l'Australie, l'Indonésie, le Portugal, et le peuple du Timor-Leste.

38. Toutefois, il reste beaucoup à faire. Au début de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, il est convaincu que le Comité spécial de la décolonisation achèvera ses travaux et permettra l'accomplissement des rêves des peuples des 16 derniers territoires non autonomes figurant sur sa liste. Avec la pleine coopération de toutes les Puissances administrantes, il croit fermement que le Comité spécial de la décolonisation pourra achever les programmes de travail pour chacun des 16 territoires au cours de la nouvelle décennie. La plupart de ces territoires sont situés dans les régions du Pacifique et des Caraïbes et leur petite taille, leur éloignement et leur petite population présentent des problèmes et des défis uniques. À cet égard, le Comité spécial de la décolonisation et la Quatrième Commission doivent modifier leurs perspectives et leurs méthodes de travail afin de mieux aider les peuples de ces territoires.

39. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée appuie l'élaboration d'un programme de travail pour chaque territoire, au cas par cas, une approche qui implique de l'innovation et de la prévoyance. Si ces programmes étaient élaborés avec la coopération de toutes les parties, en particulier les peuples des territoires eux-mêmes, il devrait être possible de préparer la voie jusqu'à l'autodétermination sans contraintes.

40. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, tout comme les autres membres du Comité spécial de la décolonisation, reste convaincue que ce Comité, en coopération avec la Quatrième Commission, peut parvenir aux objectifs fixés par l'Assemblée générale. Toutefois, des progrès

ne pourront pas être réalisés sans l'entière coopération de toutes les Puissances administrantes. La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée espère que les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni feront preuve du même esprit constructif qui a toujours été démontré par la Nouvelle-Zélande et la France. Avec leur coopération, le Comité spécial de la décolonisation pourra passer rapidement à l'adoption formelle de programmes de travail pour les 16 derniers territoires non autonomes.

41. La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a participé à la mission des Nations Unies qui s'est rendue récemment aux îles Tokélaou. À la suite de cette visite, elle est convaincue que le Comité spécial de la décolonisation et le Gouvernement néo-zélandais, en tant que Puissance administrante, mettront en œuvre un programme de travail pour les Tokélaou adapté à leur situation unique. Il est clair que des progrès sont accomplis.

42. En outre, des consultations officieuses ont commencé sur les cas des Samoa américaines et de l'île de Pitcairn avec les deux Puissances administrantes, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni. Il devrait également être possible, grâce à la bonne volonté de toutes les parties concernées, de faire des progrès dans les cas de la Nouvelle-Calédonie et du Sahara occidental. En fait, le Sahara occidental fait l'objet d'une initiative en cours du Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour ce territoire. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se joint à d'autres pour demander à toutes les parties à l'intérieur de ces territoires de placer les intérêts du peuple kanak et du peuple sahraoui au premier plan de leur ordre du jour. Il félicite l'Assemblée générale d'avoir déclaré la période 2001-2010 la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, ce qui donnera au Comité spécial de la décolonisation et aux puissances administrantes le temps nécessaire pour achever leurs travaux.

43. De l'avis de sa délégation, aucune distinction ne devrait être établie entre les derniers territoires non autonomes. Les programmes de travail devraient être élaborés sur une base universelle, et appliqués à chaque territoire au cas par cas. À cet égard, l'expérience de la Nouvelle-Calédonie et des Tokélaou devrait servir de guide.

44. **M. Kafando** (Burkina Faso) dit que la Quatrième Commission a des raisons d'être fière, puisque ses délibérations ont abouti à la décolonisation du Timor oriental qui, sous le nom officiel actuel de Timor-Leste, arborera désormais pour la postérité la bannière de l'indépendance et de la souveraineté. Sa délégation formule des vœux de prospérité pour ce nouvel État.

45. En tant que nation africaine, le Burkina Faso a un intérêt particulier pour la question du Sahara occidental, et il estime que cette question doit être traitée avec tact et discrétion. Premièrement, il souhaite que les parties au conflit continuent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et à rechercher un règlement pacifique. Il ne faudrait prendre aucune mesure qui viendrait entacher ou compromettre le processus en cours. Toute décision pertinente prise par l'Assemblée générale devrait être conforme à la résolution 1429 (2002) du Conseil de sécurité, et la Quatrième Commission devrait faire tout ce qui est possible pour éviter l'adoption d'une résolution dont l'esprit ou la lettre seraient contradictoires. Les efforts qui ont été entrepris par l'Organisation des Nations Unies, en particulier par le Secrétaire général et par son Représentant spécial, au nom du Sahara occidental, sont précieux. Il incombe à tous les États Membres de les assister afin d'aider le Maroc et le Front POLISARIO à parvenir à une solution. À cet égard, il souhaite réitérer la confiance et l'appui de sa délégation.

La séance est levée à 16 h 35.